

MOSTAGANEM

Une étudiante agressée à l'université

Une étudiante a été victime d'une lâche agression dans l'après-midi de lundi dernier à la Faculté des arts et des lettres par un jeune voyou.

Le jeune individu âgé de 21 ans a réussi à se faufiler parmi les étudiants et rentrer à l'intérieur de la Faculté pour agresser violemment l'étudiante âgée de 25 ans. Il s'est acharné sur elle en lui assénant plusieurs coups sur tout le corps.

La victime fut évacuée aux UMC où le médecin urgentiste a diagnostiqué une fracture de son épaule tandis que le légiste de l'hôpital lui a prescrit une incapacité de travail de 21 jours.

L'agresseur a été maîtrisé tant bien que mal par les agents de sécurité de l'université et remis aux services de sécurité de la police.

Choqués par cet incident, les étudiants ont dénoncé l'insécurité qui perdure à l'université depuis belle lurette.

L'agresseur a été écroué hier, par le procureur de la République à l'issue de sa présentation au tribunal correctionnel de Mostaganem.

A. B.

La mer rejette un colis de kif traité de 70 kg

Une quantité de 70 kg de kif traité a été rejetée par les vagues sur le rivage de la plage de Sidi El Majdoub, située en contrebas du quartier de Tigdit à Mostaganem.

Le colis soigneusement emballé dans du plastique a été découvert par des promeneurs qui se sont empressés d'en informer les services de sécurité de la police. Ces derniers se sont rapidement rendus sur les lieux pour récupérer ledit colis.

Il est fort probable que les trafiquants de drogue aient acheminé par voie maritime la marchandise prohibée pour passer à travers les mailles des services de sécurité. Une enquête a été ouverte par la police judiciaire.

A. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

2 mandats de dépôt et 2 citations directes pour avortement

La Sûreté urbaine de Sidi-Bel-Abbès, destinataire d'informations émanant de personne anonyme faisant état d'un acte d'avortement dans un domicile, a intervenu sur les lieux signalés. Lors de la perquisition, la police a retrouvé en l'occurrence la femme «objet» de l'avortement, la maîtresse des lieux et une connaissance de cette dernière, et pour preuves irréfutables, le fœtus enveloppé dans du papier absorbant dans un sac en plastique et des serviettes portant des traces de sang. La mère du fœtus a reconnu avoir acheté des comprimés à 3000 DA chez un individu en vue de se faire avorter. Ce dernier a été arrêté à son tour. Les 4 mis en cause dont la «mère» ont été déférés devant le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès. Cette dernière et l'individu qui lui a vendu les comprimés ont été écroués alors que la maîtresse des lieux et son ami ont bénéficié d'une citation directe pour participation à un acte répréhensible, en l'occurrence l'avortement.

A. M.

ASSOCIATION FARD D'ORAN

L'accès à la formation est un droit humain

Cette année, l'association des femmes algériennes revendiquant leurs droits (Fard) célèbre le 20^e anniversaire de sa création (mars 1995).

L'occasion pour ses membres de continuer le combat pour lequel s'est toujours battue l'association. Pour ce mois de mars, «le mois de la femme», plusieurs activités sont au programme. Il est prévu pour la journée du 5 mars la projection du film *Wadja* de Haïfa Al Mansour, suivie d'un débat au niveau du siège de l'association. Le samedi 7 mars verra l'organisation d'un marathon des femmes, le départ aura lieu à 8 h au niveau de la place du 1^{er}-Novembre.

Une conférence-débat animée par le docteur Tadj-Eddine Yamina, sous le thème «santé reproductive» aura lieu le 8 mars. Durant la même journée,

un hommage sera rendu à l'écrivaine Assia Djébar, à travers des projections et des lectures.

Parmi les projets que mène en ce moment l'association Fard celui de «l'accompagnement de femmes non qualifiées à la recherche de formations et d'emplois». Pour M^{me} Mekakia Meriem, présidente de l'association, ce projet ne vise pas seulement à obtenir une qualification et un emploi rémunéré mais surtout «prendre conscience que cet accès doit se faire dans l'esprit d'accéder à des droits fondamentaux de la personne humaine». Le projet se déroule dans trois communes de la wilaya d'Oran : Oran, Es Senia et El Ançor et cible des



Photo : DR

jeunes femmes non qualifiées âgées entre 16 et 35 ans. Cofinancé par le PCPA Algérie (Joussour), le Comité international pour le développement des peuples (CISP) et l'association

Fard, sa durée est de 10 mois.

Toutefois, au-delà de cette période, la poursuite de l'accompagnement et du suivi continuera.

A. B.

RELIZANE

Des villageois réclament leur part de développement

Debba est un douar se rattachant à la commune de Aïn Rahma, rattachée administrativement à la daïra de Yellel, située à une vingtaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Relizane dont les habitants sont complètement ignorés et marginalisés par les élus de leur municipalité.

Les habitants du douar Debba vivent une situation précaire concernant le cadre de vie, où on parle de l'état déplorable et des mauvaises conditions de vie qui ne permettent

pas aux nombreuses familles de continuer à vivre dans la marginalisation, les routes boueuses impraticables l'hiver, l'éclairage public entièrement défectueux, donc un village

oublié ne disposant de rien, aucune infrastructure qu'elle soit culturelle (auberge) ou sportive (stade de proximité), des routes qui représentent un grand danger pour les écoliers sans oublier le transport des voyageurs qui fait largement défaut.

Les habitants de ce village ont saisi les autorités locales en leur adressant une lettre dont

une copie a été destinée au Premier magistrat de la wilaya de Relizane, cependant ces correspondances sont restées sans réponses.

En attendant, ces derniers souhaitent l'intervention du premier responsable de la wilaya pour leur venir en aide et dissiper les nuages qui entourent ledit village.

A. Rahmane

NAÂMA

Il roulait avec un faux permis de conduire

Les éléments de la Sûreté de daïra de Moghrar ont arrêté un automobiliste répondant aux initiales de F. S. pour conduite en état d'ivresse et possession d'un faux permis de conduire.

Après la vérification de ses pièces d'identité, il s'est avéré

que le permis de conduire lui a été délivré sous une fausse identité sans dossier de base, avec un faux numéro, par une personne répondant aux initiales de H.

A. de la wilaya de Béchar, moyennant la somme de 6 millions de centimes. Le mis en cause a été mis sous mandat de dépôt, alors que l'enquête suit son cours.

Par ailleurs, les éléments de la S. D. de Aïn-Séfra ont mis la main sur deux individus répondant aux initiales de S. A. et S. K.

en possession d'une quantité de kif traité. Ces derniers ont avoué qu'ils étaient approvisionnés par un narcotrafiquant répondant aux initiales de K. A.

Les deux mis en cause sont entre les mains de la justice, alors que leur fournisseur est en état de fuite.

B. Henine

Atteinte à l'environnement

L'environnement devient de plus en plus pollué à travers les bandes forestières des grandes agglomérations de la wilaya de Naâma, pollué par les déchets, les ordures, les détritiques des constructions et autres immondices, qui sont déversés et abandonnés par des citoyens et des entreprises.

Sans doute, les usagers de la route Aïn-Sefra-Naâma ont remarqué sur les hauteurs de Mékalis (30 km de Aïn-Sefra), une bavure environnementale.

Il s'agit d'un «cimetière» qui a été créé par une entreprise chargée de la réalisation d'un tronçon de la double voie de la RN6, où sont enterrées les croûtes bitumées et délabrées

de la route ; des déchets d'enrobés qui sont entassés dans ce grand périmètre steppique, conçu pour l'agro-pastoral.

Ce cri d'alarme vient d'être lancé par un écologiste, qui appelle les autorités locales, la Direction de l'environnement, les services des forêts et les écologistes, à intervenir pour mettre un terme à cette atteinte à la nature.

B. H.